

La durée et le coefficient appliqués à cette matière sont définis comme suit :

Matière	Durée	Coefficient
Facteurs humains	1 H	1

Art 2. - La matière facteurs humains visée à l'article premier du présent arrêté, est ajoutée aux matières sur les quelles portent l'épreuve théorique pour l'obtention du certificat d'aptitude théorique du brevet de pilote privé-avion.

Tunis, le 10 février 1998.

Le Ministre du Transport

Houssine Chouk

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI

Décret n° 98-386 du 10 février 1998, fixant l'organisation administrative et financière ainsi que les modalités de fonctionnement du centre national de formation continue et de promotion professionnelle.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu la loi n° 85-78 du 5 août 1985, portant statut général des agents des offices, des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital appartient directement et entièrement à l'Etat ou aux collectivités publiques locales,

Vu la loi n° 89-9 du 1er février 1989, relative aux participations entreprises et établissements publics telle que modifiée et complétée par la loi n° 94-102 du 1er août 1994 et la loi n° 96-74 du 29 juillet 1996 et notamment son titre V,

Vu la loi n° 93-10 du 17 février 1993, portant loi d'orientation de la formation professionnelle et notamment son article 33,

Vu la loi n° 93-12 du 17 février 1993, portant création d'un centre national de formation des formateurs et d'ingénierie de formation et d'un centre national de formation continue et de promotion professionnelle telle que modifiée et complétée par la loi n° 97-64 du 28 juillet 1997 et notamment ses articles 3 et 8,

Vu le décret n° 87-529 du 1er avril 1987, fixant les conditions et les modalités de la révision des comptes des établissements publics à caractère industriel et commercial et des sociétés dont le capital est totalement détenu par l'Etat,

Vu le décret n° 89-442 du 22 avril 1989, relatif aux marchés publics, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 97-551 du 31 mars 1997, Vu le décret n° 90-1855 du 10 novembre 1990, fixant le régime de rémunération des chefs d'entreprises à majorité publique tel que modifié par le décret n° 92-1 du 6 janvier 1992,

Vu le décret n° 93-1493 du 12 juillet 1993, fixant l'organisation administrative et financière ainsi que les modalités de fonctionnement du centre national de formation continue et de promotion professionnelle et des établissements auxiliaires qui en relèvent,

Vu le décret n° 97-552 du 31 mars 1997, portant fixation des attributions des directeurs généraux et des conseils d'entreprise des établissements publics à caractère non administratif,

Vu le décret n° 97-566 du 31 mars 1997, relatif aux modalités d'exercice de la tutelle sur les établissements publics n'ayant pas le caractère administratif, aux modalités d'approbation de leurs actes de gestion, aux modes et aux conditions de désignation des membres des conseils d'entreprise et à la fixation des obligations mises à leur charge,

Vu l'avis des ministres des finances et du développement économique,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

CHAPITRE PREMIER ORGANISATION ADMINISTRATIVE

SECTION PREMIERE LE DIRECTEUR GENERAL

Article premier. - Le centre national de formation continue et de promotion professionnelle est dirigé par un directeur général nommé par décret sur proposition du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi. Le directeur général est chargé de prendre les décisions relevant de ses attributions telles que définies dans le présent article à l'exception de celles relevant de l'autorité de tutelle.

Le directeur général est notamment chargé :

- de présider le conseil d'entreprise,
- d'assurer la direction administrative, financière et technique du centre,
- de conclure les marchés dans les formes et conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur,
- d'arrêter et de suivre l'exécution des contrats-objectifs,
- d'arrêter les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement et le schéma de financement des projets d'investissement,
- d'arrêter les états financiers,
- de proposer l'organisation des services du centre, le statut particulier de son personnel ainsi que son régime de rémunération, conformément à la législation et la réglementation en vigueur,
- de conclure les opérations d'acquisition, d'aliénation et toutes opérations immobilières relevant de l'activité du centre, et ce conformément à la législation et à la réglementation en vigueur,
- de prendre les mesures nécessaires pour le recouvrement des créances du centre,
- d'engager les dépenses et de percevoir les recettes conformément à la législation et à la réglementation en vigueur,
- de créer des établissements auxiliaires du centre après accord du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi,
- de représenter le centre auprès des tiers et dans les actes civils et administratifs,
- d'exécuter toute autre mission entrant dans les activités du centre et qui lui est confiée par l'autorité de tutelle.

Art. 2. - Le directeur général a autorité sur l'ensemble du personnel du centre qu'il recrute, nomme, affecte et licencie conformément au statut du personnel. Toutefois les décisions relatives au recrutement et au licenciement du personnel ainsi que celles relatives à l'attribution et au retrait des emplois fonctionnels sont soumises à l'approbation préalable du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi.

Le directeur général peut déléguer une partie de ses pouvoirs ainsi que sa signature aux agents placés sous son autorité dans la limite des missions qui leur sont dévolues conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

SECTION II

LE CONSEIL D'ENTREPRISE

Art. 3. - Il est créé au sein du centre national de formation continue et de promotion professionnelle un conseil d'entreprise, à caractère consultatif, chargé d'examiner et de donner son avis sur les questions suivantes :

- les contrats-objectifs et le suivi de leur exécution,
- les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement et le schéma de financement des projets d'investissement,
- les états financiers,
- l'organisation des services du centre,
- le statut particulier du personnel du centre ainsi que son régime de rémunération,
- les marchés et les conventions conclus par le centre,
- les acquisitions, les transactions et toutes les opérations immobilières relevant de l'activité du centre,
- et d'une façon générale, toute question relevant de l'activité du centre et qui lui est soumise par le directeur général.

Art. 4. - Le conseil d'entreprise comprend, sous la présidence du directeur général du centre, les membres suivants :

- un représentant du ministère des finances,
- un représentant du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi,
- un représentant du ministère de l'industrie,
- un représentant du ministère du développement économique,
- un représentant du ministère de l'enseignement supérieur,
- un représentant de l'agence tunisienne de l'emploi,
- un représentant de l'agence tunisienne de la formation professionnelle,
- un représentant du centre nationale de formation des formateurs et d'ingénierie de formation,
- un représentant de l'union générale tunisienne du travail,
- un représentant de l'union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat,
- un représentant de l'union tunisienne de l'agriculture et de la pêche.

Les membres du conseil d'entreprise sont désignés par arrêté du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi pour une durée de trois ans renouvelable une seule fois, sur proposition des ministères et organismes concernés.

Art. 5. - Le conseil d'entreprise se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du directeur général du centre pour donner son avis sur les questions inscrites à un ordre du jour communiqué au moins dix jours à l'avance à tous les membres du conseil, au contrôleur d'Etat et au ministère de la formation professionnelle et de l'emploi.

L'ordre du jour doit être accompagnée de tous les documents se rapportant à l'ensemble des questions devant être examinées lors de la réunion du conseil d'entreprise.

Le conseil d'entreprise ne peut se réunir valablement qu'en présence de la majorité de ses membres.

Le conseil d'entreprise émet son avis à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

A défaut de la présence de la majorité de ses membres pour des cas de force majeure, le conseil d'entreprise peut se réunir valablement pour examiner les questions urgentes.

Le directeur général désigne un cadre du centre pour assurer le secrétariat du conseil et préparer les procès-verbaux de ses réunions qui seront consignés dans un registre spécial tenu à cet

effet et signé par le directeur général et un membre du conseil. Ces procès-verbaux doivent être établis dans les dix jours qui suivent les réunions du conseil.

Art. 6. - Le directeur général peut faire appel, lors des réunions du conseil d'entreprise, à toute personne reconnue pour sa compétence dans le domaine scientifique ou technique pour donner son avis sur un point particulier de l'ordre du jour.

CHAPITRE II

ORGANISATION FINANCIERE

Art. 7. - Le directeur général du centre arrête le budget prévisionnel de fonctionnement et le schéma de financement de projets d'investissement et le soumet au conseil d'entreprise avant le 31 août de chaque année.

Le budget fait ressortir les prévisions de recettes et de dépenses.

Le directeur général doit, en outre, arrêter un contrat-objectifs et le soumettre au conseil d'entreprise au plus tard le 31 mars de la première année de la période d'exécution du plan de développement. Ce contrat est signé par le ministre de la formation professionnelle et de l'emploi et le directeur général du centre.

Art. 8. - Le budget de fonctionnement comprend les recettes et les dépenses ci-après :

A - En recettes :

- les subventions et dotations que l'Etat accorde, le cas échéant, au centre,
- les recettes découlant de l'exercice des missions normales du centre,
- les revenus ayant le caractère de recettes d'exploitation,
- les dons et legs.

B - En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement du centre,
- les frais de gestion et d'entretien des immeubles et autres biens,
- les charges des emprunts contractés et les dépenses d'amortissement des biens meubles et immeubles.

Art. 9. - Le budget d'investissement comprend les recettes et les dépenses ci-après :

A - En recettes :

- les subventions accordées, le cas échéant, par l'Etat,
- les emprunts,
- les recettes et autres contributions,

B - En dépenses :

- les dépenses d'équipement et d'extension,
- les dépenses de renouvellement des équipements,
- les dépenses d'études et d'expérimentation.

Art. 10. - la comptabilité du centre national de formation continue et de promotion professionnelle est tenue conformément aux règles régissant la comptabilité commerciale. L'exercice comptable commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le directeur général du centre arrête les états financiers et les soumet pour avis au conseil d'entreprise dans un délai ne dépassant pas trois mois à partir de la date de clôture de l'exercice comptable, sur la base du rapport établi à cet effet par le réviseur des comptes.

Le centre doit, en outre, publier avant le 31 août de chaque année au Journal Officiel de la République Tunisienne, et à ses frais, ses états financiers relatifs à l'exercice écoulé.

Art. 11. - Le centre national de formation continue et de promotion professionnelle peut contracter des emprunts après autorisation de l'autorité de tutelle.

CHAPITRE III

TUTELLE DE L'ETAT

Art. 12. - La tutelle du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi sur le centre national de formation continue et de promotion professionnelle consiste en l'exercice des attributions ci-après :

- l'approbation des contrats-objectifs et le suivi de leur exécution
- l'approbation des budgets prévisionnels et le suivi de leur exécution
- l'approbation des états financiers.
- l'approbation de la création ou de la suppression des établissements auxiliaires
- l'approbation de la création ou de la suppression des filières de formation.
- l'approbation des transactions immobilières
- l'approbation de l'acceptation des dons, legs et contributions de toute nature accordés au centre
- l'approbation des emprunts de toute nature
- l'approbation des conventions d'arbitrage, des clauses arbitrales et des transactions réglant les différends, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Et d'une manière générale et en plus des actes de gestion soumis à approbation conformément à la législation et la réglementation en vigueur, l'exercice de la tutelle concerne également le suivi de la gestion et du fonctionnement du centre.

Art. 13. - Le ministère de la formation professionnelle et de l'emploi procède à l'examen des questions suivantes, avant leur transmission au ministère du développement économique pour avis et présentation à l'approbation conformément à la législation et à la réglementation en vigueur :

- le statut particulier du personnel du centre,
- Le tableau de classification des emplois
- le régime de rémunération
- l'organigramme
- les conditions de nomination aux emplois fonctionnels
- la loi des cadres
- les augmentations salariales
- le classement du centre et la rémunération du directeur général.

Art. 14. - Le centre national de formation continue et de promotion professionnelle doit communiquer au ministère de la formation professionnelle et de l'emploi et au ministère du développement économique, les documents ci-après :

- le contrat-objectifs et les rapports annuels d'avancement de son exécution
- les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement et le schéma de financement des projets d'investissement
- les états financiers
- les rapports de certification légale des comptes et les lettres de direction
- les procès-verbaux du conseil d'entreprise
- l'état mensuel de la situation des liquidités à la fin de chaque mois.

Arrêtés à leurs échéances respectives ci-dessus indiquées, ces documents doivent être transmis dans un délai ne pouvant dépasser quinze jours.

Art. 15. - Le centre national de formation continue et de promotion professionnelle communique, pour information, au ministère des finances, les documents ci-après et ce dans les délais indiqués à l'article 14 ci-dessus :

- le contrat-objectifs
- les budgets prévisionnels de fonctionnement et d'investissement et le schéma de financement des projets d'investissement
- les états financiers
- l'état mensuel de la situation des liquidités à la fin de chaque mois.

Art. 16. - Il est placé auprès du centre national de formation continue et de promotion professionnelle un contrôleur d'Etat nommé conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le contrôleur d'Etat exerce ses attributions conformément à la législation et à la réglementation en vigueur et notamment la loi sus-visée n° 89-9 du 1er février 1989.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 17. - Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi susvisée n° 93-12 du 17 février 1993, l'organisation et le fonctionnement des établissements auxiliaires du centre sont fixés par décret.

Art. 18. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment le décret susvisé n° 93-1493 du 12 juillet 1993 à l'exception de son chapitre IV qui demeure en vigueur jusqu'à la publication du décret prévu à l'article 17 ci-dessus.

Art. 19. - Les ministres des finances, de la formation professionnelle et de l'emploi, et du développement économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 10 février 1998.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décret n° 98-387 du 10 février 1998, portant création d'établissements publics.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la santé publique,

Vu les articles 34 et 35 de la constitution,

Vu la loi n° 91-63 du 29 juillet 1991, relative à l'organisation sanitaire,

Vu le décret n° 81-1634 du 30 novembre 1981, portant règlement général intérieur des hôpitaux, instituts et centres spécialisés relevant du ministère de la santé publique,

Vu l'avis du ministre des finances

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Sont créées les établissements publics suivants :

- 1 - Hôpital de circonscription Bir El Hafey
- 2 - Hôpital de circonscription Ennadhour
- 3 - Groupement de santé de base de Kasserine
- 4 - Groupement de santé de base de Gafsa.